

Pour la défense des libertés publiques et contre la loi de sécurité globale

Nous, citoyennes et citoyens, élus et élues de Charente, membres d'associations de défense des droits de l'Homme, membres de partis politiques, militants et militantes syndicalistes, nous opposons fermement à « la loi de sécurité globale » présentée actuellement à l'Assemblée Nationale.

Parce que la multiplication de ces lois sécuritaires ne constitue pas une réponse aux problèmes qu'elle est supposée résoudre, parce qu'elle confère aux polices municipales (article 1) et à la sécurité privée (article 7 et 8) des prérogatives qu'il revient à l'État d'assumer, nous nous opposons à ce texte de loi.

Parce que les libertés publiques et individuelles déjà largement entamées par l'état d'urgence sanitaire, ne sauraient être bafouées par voie législative accélérée au nom de la sécurité, nous nous opposons à ce texte de loi. Une police républicaine ne peut être instrumentalisée politiquement et servir un gouvernement plus que la démocratie, l'intérêt général ou la sûreté publique.

Parce que le principe de la liberté d'information, menacé par l'article 24, ne peut être entravé dans un contexte où, des centaines de nos concitoyennes et concitoyens ont subi des mutilations irréparables, dues à l'emploi disproportionné des agents et agentes des forces de l'ordre lors des crises sociales qui ont secoué notre pays, nous nous opposons à ce texte de loi.

Nous appelons donc, les citoyennes et citoyens à venir manifester, **ce samedi 21 novembre, à 16h, devant le palais de justice d'Angoulême**, dans le respect des gestes barrières et dans l'esprit républicain qui nous anime toutes et tous avec notre devise comme principe et comme finalité : liberté, égalité et fraternité.

*Des citoyennes et citoyens, Amnesty International Charente, Angoulême en Commun, Association France-Palestine, Attac16, Baobab, **CGT Charente**, Charente Libre, Collapsologie Charente, EELV Charente, FO, France Insoumise Charente, Générations Charente, ImagiNon, la Maison des Peuples et de la Paix, les amis du monde diplomatique, les élu.e.s d'opposition d'Angoulême, Ligue des Droits de l'Homme Charente, Notre Territoire en Commun, Parti Socialiste Charente, Ruelle en Commun.*